

Dans le cimetière des invisibles

Chaque année, un collectif accompagne en terre une cinquantaine de personnes décédées sans famille ni identité

Sous le soleil d'octobre qui fait scintiller les marbres du cimetière Saint-Pierre, à Marseille, dans le labyrinthe des tombeaux qui disent la splendeur des grandes familles marseillaises, la Dacia Dokker du père Éric Saint-Sevin se faufile sans hésitation. Président de "Marseillais solidaires de morts anonymes" (MSMA), ce prêtre-lazariste venu du Sud-Ouest connaît par cœur le chemin qui mène aux "terres communes", l'appellation désormais usuelle du carré des indigents : depuis 2003, chaque année, son association y "accompagne" en terre 40 à 70 personnes, décédées à Marseille dans la solitude et/ou la pauvreté sans que l'on ait pu retrouver leur famille, ni même parfois, établir leur simple identité. "Des gens dont on sait très, très peu de choses" et qui, sans ces bénévoles (parmi lesquels des volontaires de la Croix-Rouge, du Secours catholique, du Samu social...), seraient ensevelis dans un simple tête-à-tête avec le fossoyeur.

"Il ne s'agit pas de dire une messe, il n'y a rien de religieux dans notre action", prévient Éric

623 personnes
mortes à la rue en
France en 2021.



Le père Éric Saint-Sevin préside l'association "Marseillais solidaires de morts anonymes", créée en 2003 pour rendre hommage aux personnes décédées dans la solitude et la précarité. On le voit ici dans l'un des carrés de Saint-Pierre qui leur est consacré. /PHOTO FRANCK PENNANT

Saint-Sevin. Souvent, au bord de la fosse, quelqu'un lit "un texte, un poème, quelque chose qui parle du sens de la vie". Parfois, on dépose une fleur et chacun replonge dans ses pensées. Quand les personnes ont été identifiées, l'association appose aussi une petite plaque avec leur nom ou bien, le cas contraire, un X. Ils s'appelaient Andrezi Szczesny, Michel Creux, Luka Mikulas, Mary Wanjarani, ou simplement Jacky, Cédric, Anthony...

Quelques rares témoins de ces vies en lisière de la société viennent rendre hommage aux défunts : au fil des tombes sombres, on lit le message des voisins d'un vieux monsieur SDF de Vauban, celui des habitués d'un restaurant où untel avait travaillé, le souvenir d'un ami de parties de cartes, les baisers d'une fille ou d'un fils... Des mains anonymes ont déposé des peluches, des poupées décolorées par le soleil : à Saint-Pierre, les enfants pauvres ont aussi

leur petit carré, parfois marqué d'un simple caillou. "Je me souviens de ce bébé qui avait été retrouvé mort à la Valbarelle, souffle Éric Saint-Sevin. C'était le jour de la Saint-Vincent, alors Vincent, c'est ce qu'on a décidé d'écrire sur sa tombe..." Son association le professe : "Dans une société indifférente, nous essayons simplement de restaurer les personnes dans leur dignité humaine". Car chacun était quelqu'un. Mais de dignité, il n'est pas trop question dans les carrés

42, 47, 50, 51 que l'on parcourt ce lundi d'un pas prudent. Ici des rectangles de béton dont les dalles mal scellées laissent échapper une odeur de putréfaction et des essaims de mouches. Là, un terrain défoncé, une friche plantée de croix de fortune, encombrée de débris funéraires, de fragments d'ossements, de plaques fracturées. "On ne sait plus sur quoi on marche, on ne voit même plus les allées", soupire le prêtre. Ces terres communes n'ont pas l'air

d'un cimetière mais d'un champ de bataille d'une infinie tristesse.

Héritière de cette situation ancienne, la nouvelle majorité municipale dit vouloir y remédier (lire ci-dessous). Car sur les 10 000 personnes décédées chaque année à Marseille, quelques dizaines finiront en terre commune : ce sont des grands marginaux, des SDF, des personnes migrantes, ou seulement des gens victimes de la dislocation des liens sociaux et qui

Oubliés de tous, chacun de ces morts était pourtant "quelqu'un".

ne disposaient pas d'une concession. Comme c'est la loi en France, c'est la commune qui prend alors à sa charge leur inhumation : au bout de cinq ans, si personne ne s'est présenté pour leur offrir une meilleure sépulture, les corps, réduits à quelques ossements, sont transférés à l'ossuaire.

Selon le collectif national des Morts de la rue, dont fait partie MSMA, 587 personnes sont décédées dans l'espace public, un abri de fortune ou un squat en 2020, 623 l'année suivante ; un chiffre sans doute très inférieur à la réalité, selon une étude qui évalue à un peu plus de 2000 ces morts d'invisibles, dont une grande majorité (89 %) d'hommes, en moyenne âgés de 48 ans. Soit 31 ans de moins que l'espérance de vie moyenne en France : non seulement la rue tue, mais elle le fait à grande vitesse.

Nous voici carré 47, celui des morts de 2019. Ici, les tombes sont bien tracées, entourées de petites barrières de bois, fleuries de bouquets aux couleurs fanées. Les allées ont été débarrassées des feuilles mortes et des gravats. On sent un soin attentif et bienveillant porté à ce quartier des pas grand-chose : "On n'a jamais su qui entretenait ce carré, on sait juste que ce ne sont pas les agents. On pense que c'est un monsieur qui vient régulièrement s'occuper de toutes les tombes." Anonyme et gratuit, un dernier geste d'humanité.

Delphine TANGUY
dtanguy@laprovence.com

Samedi à 11 h au carré E du cimetière Saint-Pierre (5^e), une cérémonie d'hommage aux morts de la rue sera rendue en présence de MSMA et de plusieurs élus.



Le cimetière Saint-Pierre dispose de plusieurs carrés consacrés aux indigents. Beaucoup ressemblent à de simples friches, sans allées tracées, au fil desquels on retrouve des fragments d'ossements, des plaques brisées... /PHOTOS D.T.A.



LE COMMENTAIRE DES ÉLUS MARSEILLAIS

"Un état total d'abandon aberrant et déplorable"

"Un champ de patates." Hattab Fadhl ne mâche pas ses mots lorsqu'on évoque avec lui l'état des carrés des pauvres de Saint-Pierre. "C'est aberrant, déplorable de voir comment sont considérés dans la mort des gens qui de leur vivant étaient déjà abandonnés de tous."

Adjoint en charge des 21 cimetières de Marseille, l'élu du Printemps marseillais dit avoir trouvé à son arrivée, voici deux ans, un service de 230 agents "dans un état total d'abandon, sans projets" ni perspective, hérité des mandatures Gaudin. Rendre sa dignité aux terres communes, il dit s'en faire "un devoir" grâce à un programme de travaux voté en 2020. "Cela a pris du retard mais cette fois, les appels d'offres ont été lancés", assure-t-il, évoquant aussi la possibilité de créer une œuvre d'hommage aux Marseillais enterrés là.

"Ils étaient soixante-treize l'année dernière", précise Audrey Garino, adjointe en charge des affaires sociales, de la solidarité, de la lutte contre la pauvreté et de l'égalité des droits. Parmi eux, des sans-domicile fixe mais aussi des personnes âgées qui disposent d'un logement mais vivent dans le dénuement et le plus grand isolement. "Les identifier est une très grande préoccupation pour nous car par définition, ces gens sont invisibles", témoigne l'élue qui sait que le chiffre des 11 000 seniors isolés répertoriés dans le registre d'alerte canicule n'est qu'une toute petite partie de l'iceberg. Par honte ou méconnaissance des dispositifs d'aide, en raison de la fracture numérique, beaucoup se taisent. "Nous travaillons avec le CCAS à une meilleure politique "d'aller vers", en mobilisant les riverains, les médecins, les pharmaciens."

La Ville de Marseille, qui rééditera le 26 janvier prochain la Nuit de la solidarité, décrit aussi "un défaut d'accompagnement social" criant des personnes à la rue : "Le non-recours aux droits représentait 30% des sans domicile fixe identifiés cette année, souligne Audrey Garino. Un sur deux ne disposait d'aucune ressource, alors qu'ils auraient pu, au moins, bénéficier des minima sociaux." Dans ce cas encore, il s'agit de réinventer une politique d'action sociale plus volontariste - basée sur les maraudes, par exemple - et souple. "Nous voulons nous doter d'un Observatoire de la précarité qui sera capable de réagir immédiatement, car sur le terrain, des situations basculent très vite."



Hattab Fadhl, adjoint. /PHOTO DR

L'ENGAGEMENT

À Paris, un collectif tient le compte des morts de la rue

Pour 2022, la liste s'arrête au 18 juillet : à cette date, 245 personnes "sans chez soi" avaient déjà trouvé la mort en France. Ce décompte, réalisé avec opiniâtreté par le collectif national des Morts de la rue, donne aussi lieu à des marches, des cérémonies... Il est surtout l'occasion de porter un plaidoyer en faveur d'une nouvelle politique de lutte contre le sans-abrisme en France.

Selon lui, celle-ci doit s'appuyer, d'abord, sur une meilleure évaluation (par exemple via les "Nuits de la solidarité", comme Marseille en a organisé cette année) de la population des personnes à la rue, ainsi que sur les causes de leur décès, souvent violent. Il est également nécessaire aux yeux du collectif de "s'interroger sur l'utilité réelle des évacuations d'habitats informels" qui "sans solution de relogement fragilisent les personnes sans chez soi ayant déjà vécu nombre de ruptures, contribuant à leur épuisement, renforcent leur désinsertion". A Marseille, les migrants



A Saint-Pierre, une plaque apposée par "Marseillais solidaires de morts anonymes" pour un inconnu. /PHOTO F.P.

qui vivaient depuis plusieurs années sous le pont de la gare Saint-Charles, et qui en ont été expulsés cette semaine, devront ainsi trouver un nouvel abri précaire. Les associations attirent également l'attention des pouvoirs publics sur la situation des jeunes qui, en l'ab-

-aujourd'hui en panne dramatique - la prévention des expulsions locatives, un meilleur accompagnement des publics vulnérables (femmes enceintes, mineurs et jeunes en danger, demandeurs d'asile) sont autant de pistes préconisées par le collectif.